

Délibération n° 2017-02-23/20

Objet : Indemnité de départ volontaire dans la fonction publique territoriale

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 23 FÉVRIER 2017**

L'an deux mille dix-sept, le vingt-trois février,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le dix-sept février, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

Présents : J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy – X. Mirault - C. Pistre – J. Taverne - M. Pellet - J.M Malek - P. Nivesse - O. Boudet - C. Moreteau - B. Rodriguez - S. Riscal – F. Boyer - J.M Leindeckers – B. Deltour – R. Casas Mateu – G. Della Ragione - C. Germain - A. Estève - C. Prost - A. Jamet – S. Waselynck - I. Gianiel

Absents représentés : G. Riguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - M. Litton excusé pouvoir à J.M Malek - A. Conesa excusé pouvoir à F. Bertouy

Absent : B. Lledo

Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines et à l'emploi, rapporte :

Conformément au décret n° 2009-1594 du 18 décembre 2009, une indemnité de départ volontaire peut être attribuée aux fonctionnaires qui quittent définitivement la fonction publique territoriale à la suite d'une démission régulièrement acceptée en application de l'article 96 de la loi du 26 janvier 1984 et aux agents non titulaires de droit public recrutés pour une durée indéterminée qui démissionnent dans les conditions fixées par l'article 39 du décret n° 88-145 du 15 février 1988, pour les motifs suivants :

- départ définitif de la fonction publique territoriale pour créer ou reprendre une entreprise,
- départ définitif de la fonction publique territoriale pour mener à bien un projet personnel.

L'article 2 du décret du 18 décembre 2009 prévoit que l'organe délibérant fixe, après avis du Comité Technique, la mise en place de cette indemnité.

Les conditions d'attribution

Les conditions dans lesquelles l'indemnité de départ volontaire peut être versée sont les suivantes :
Tous les fonctionnaires et non titulaires de droit public recrutés pour une durée indéterminée.

Sont exclus du bénéfice de l'IDV :

- Les agents de droit privé,
- Les agents non titulaires de droit public recrutés sur un contrat à durée déterminée,
- Les agents n'ayant pas accompli la durée totale de service à laquelle ils se sont engagés à l'issue de la période de formation,
- Les agents qui se situent à cinq années ou moins de l'âge d'ouverture de leurs droits à pension de retraite,
- Les agents qui quittent la fonction publique dans le cadre d'une admission à la retraite, d'un licenciement ou d'une révocation.

La demande d'indemnité doit être formulée au plus tard 6 mois avant la date prévue de démission.

Dans le cas d'une démission pour création ou reprise d'entreprise, l'agent doit produire le document k-bis attestant de l'existence de l'entreprise qu'il crée ou reprend.

La collectivité informe l'agent de sa décision et du montant de l'indemnité qui lui sera attribuée si sa démission est acceptée.

L'agent présente alors sa démission à la collectivité.

Calcul du montant de l'indemnité

Le montant de l'indemnité est équivalent au double de la rémunération brute annuelle perçue par l'agent au cours de l'année civile précédant celle du dépôt de sa demande de démission, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement, les primes et indemnités.

Versement de l'indemnité

Cette indemnité de départ volontaire est versée en une seule fois dès lors que la démission est devenue effective, et est exclusive de toute autre indemnité de même nature.

L'agent qui, dans les cinq années suivant sa démission, est recruté en tant qu'agent titulaire ou non titulaire pour occuper un emploi de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique d'état ou de leurs établissements publics respectifs ou un emploi de la fonction publique hospitalière est tenu de rembourser à la collectivité l'indemnité de départ volontaire, au plus tard dans les trois ans qui suivent le recrutement, les sommes perçues au titre de cette indemnité.

Vu la demande des membres représentants du personnel au Comité Technique du 8 décembre 2015,
Vu la réglementation en vigueur,

L'exposé de madame Bertouy entendu et après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité :

- ✚ Autorise Monsieur le Maire à verser cette indemnité de départ volontaire dans les conditions prévues par le décret n° 2009-1594 du 18 décembre 2009,
- ✚ Autorise Monsieur le Maire à signer les arrêtés individuels fixant le montant de l'indemnité,
- ✚ Accorde l'indemnité de départ volontaire suite à une démission de la fonction publique territoriale sur l'exercice 2017, pour les deux demandes présentées en 2016, pour les directions et services, cadres d'emplois et grades suivants :

DIRECTION - SERVICE	CADRE D'EMPLOI	LIBELLE GRADE
EDUCATION ENFANCE JEUNESSE - ATSEM	AUXILIAIRES DE PUERICULTURE	Auxiliaire de puériculture ppal de 2 ^o cl.
EDUCATION ENFANCE JEUNESSE - CENTRE DE LOISIRS ET ACTIVITES PERISCOLAIRES	ANIMATEURS TERRITORIAUX	Animateur

- ✚ Dit que les dépenses seront inscrites au budget de la Commune 2017 pour les 2 demandes de démission présentées en 2016.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 23 février 2017
Le Maire
Jean-Pierre RICO





BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION

Collectivité : VILLE PEROLS (34)

Utilisateur : GUIN Alice

Paramètre de la transaction :

Type de transaction:	Transmission d'actes
Nature de l'acte:	Deliberations
Numéro de l'acte:	2017_02_23_20
Date de la décision:	2017-02-23 00:00:00+01
Objet:	Indemnité de départ volontaire dans la FPT
Classification matières/sous-matières:	4.1.6
Identifiant unique:	034-213401987-20170223-2017_02_23_20-DE
URL d'archivage:	Non définie
Notification:	Non notifiée

Fichier contenus dans l'archive :

Fichier	Type de fichier	Taille du fichier
nom de métier:		
034-213401987-20170223-2017_02_23_20-DE-1-1_0.xml	text/xml	862
nom de original:		
2017_02_23_20.pdf	application/pdf	566531
nom de métier:		
034-213401987-20170223-2017_02_23_20-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	566531

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	27 février 2017 à 09h15min12s	Dépôt initial
En attente de transmission	27 février 2017 à 09h20min02s	Accepte par le TdT : validation OK
Transmis	27 février 2017 à 09h20min05s	Transmis au MIOCT
Acquittement reçu	27 février 2017 à 09h22min07s	Recu par le MIOCT le 2017-02-27